

Unité départementale de l'Ain  
Immeuble DDT  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

BOURG-EN-BRESSE, le 21 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHROMECA**

74 Allée des Grandes Combes  
ZI OUEST  
01700 BEYNOST

Références : 2022-RAP-S4-196-JV  
Code AIOT : 0006102015

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement CHROMECA implanté 74 Allée des Grandes Combes ZI OUEST 01700 BEYNOST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMECA
- 74 Allée des Grandes Combes ZI OUEST 01700 BEYNOST
- Code AIOT : 0006102015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROMECA exploitait à Beynost une installation de chromage par bain, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral du 26 juin 1990.

Cette société fait partie de la holding la Financière du Chromage, qui regroupe 2 autres sites (CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE et TBI) au sein de l'appellation commerciale « groupe TAM ».

Le 13 mars 2019, l'inspection avait été informée d'un incident sur le site ayant conduit à un écoulement d'acide chromique à l'extérieur de l'usine.

Lors de la visite de l'inspection des installations classées réalisée sur le site suite à cet incident, l'exploitant lui avait précisé que l'activité de chromage du site était en cours d'arrêt et cesserait définitivement au plus tard le 15 avril 2019.

Suite au constat de l'arrêt de toute activité, et en l'absence de notification de la cessation d'activité, il a été imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 :

- la mise en sécurité des installations (sécurisation des accès aux installations, évacuation des baignoirs, produits dangereux et déchets,...) dans un délai de 4 mois ;
- la réalisation de travaux de dépollution complémentaires à ceux imposés par l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2018, devant débiter dans un délai de 3 mois ;
- la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) hors-site dans un délai de 3 mois.

Suite à la transmission par l'exploitant de justificatifs des opérations de mise en sécurité des installations, l'inspection s'est rendue sur place le 29 septembre 2020 pour en vérifier la bonne réalisation.

Cette inspection avait permis de constater l'achèvement des opérations de mise en sécurité des installations.

Par courrier 20 juillet 2021, le propriétaire du site a informé l'inspection d'intrusions dans l'usine. Les obligations de l'exploitant en matière de maintien de la sécurisation du site lui ont été rappelées par courriel du 22 juillet 2021. En l'absence de réponse, une inspection inopinée a été diligentée le 15 septembre 2021 afin de vérifier la sécurisation du site.

Au vu des constats réalisés lors de cette inspection (accès non-verrouillés), l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 06 octobre 2021, de garantir la sécurité d'accès aux installations sous 8 jours. L'exploitant a formulé un recours contre cet arrêté auprès du tribunal administratif.

Une inspection inopinée a été diligentée le 02 février 2022 pour vérifier l'exécution des opérations de mise en sécurité visées par cet arrêté préfectoral de mise en demeure ; inspection ayant permis de constater que plusieurs accès vers l'intérieur du bâtiment n'étaient toujours pas verrouillés, et conduisant madame la préfète à prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral d'astreinte administrative le 23 mars 2022.

Par courriel du 13 mai 2022, l'exploitant a informé l'inspection que les accès vers l'intérieur du bâtiment avaient été verrouillés.

Une inspection a été diligentée le 13 septembre 2022 afin de vérifier l'effectivité des déclarations de l'exploitant.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en sécurité des installations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1	Astreinte	Liquidation et levée d'astreinte

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que les accès vers l'intérieur du bâtiment sont correctement verrouillés, permettant de considérer que l'exploitant a respecté la mise en demeure édictée par l'arrêté préfectoral du 06 octobre 2021.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en sécurité
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que les portes et portails d'accès vers l'intérieur de l'usine sont verrouillés, empêchant l'accès de tiers vers l'intérieur.  Par conséquent, l'exploitant a respecté la mise en demeure édictée par l'arrêté préfectoral du 06 octobre 2021.  Dans ces conditions, l'astreinte journalière sur ce point pourra être levée après liquidation correspondant à la période comprise entre le 30 mars 2022 (lendemain de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte) et le 12 mai 2022 (veille du retour à la conformité).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Liquidation et levée d'astreinte